



Mardi 29 Septembre 2020

Émilie CHALAS
Députée de l'Isère
Conseillère Métropolitaine
Conseillère Municipale de la Ville de Grenoble

Communiqué de presse

Monsieur le Maire, qu'allez-vous enfin faire pour la sécurité des grenoblois ?

Lors de la séance du conseil municipal du lundi 28 septembre 2020, j'ai souhaité dans ma question d'actualité redire l'absolu nécessité de développer la vidéoprotection à Grenoble.

Il est une réalité : une majorité d'entre nous ne se sent pas en sécurité à Grenoble. C'est en l'espèce ce qu'a mis en lumière le sondage commandé par l'avocat grenoblois Hervé Gerbi paru dans les colonnes du Dauphiné Libéré le lundi 21 septembre 2020.

Forts de ce constat, 72% des grenoblois se disent favorables au développement de la vidéoprotection dans la ville. C'est un fait. Les habitants nous le disent. Le procureur de la République le dit. Le ministre de l'intérieur le dit.

Pourtant, le Maire de Grenoble continue de refuser la proposition d'aide de deux millions d'euros formulée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) afin de financer des caméras de vidéoprotection et de lutter contre l'insécurité. Qu'allez-vous enfin faire Monsieur le Maire pour la sécurité des grenoblois ? Agissons et travaillons de pair sur ces sujets !

À la suite de sa rencontre avec le ministre de l'intérieur, le Maire de Grenoble s'est gargarisé d'avoir obtenu pour Grenoble quatorze effectifs de police nationale supplémentaires.

Néanmoins, ces effectifs, et je l'ai signifié au ministre de l'Intérieur, étaient déjà prévus et programmés pour le mois de février prochain ! Le Maire n'a pas obtenu d'effectifs supplémentaires.

Je souhaite réitérer mon soutien à la ligne politique nationale portée par le gouvernement en matière de sécurité, en matière de lutte contre la délinquance et contre le trafic de stupéfiants.

L'État fait sa part, le Maire doit également prendre la sienne.

Je reste dans l'attente d'un échange avec le ministre de l'Intérieur afin d'obtenir des avancées majeures en termes de sécurité et que de véritables effectifs supplémentaires de police nationale soient prévus pour notre ville. Grenoble doit retrouver les effectifs de police nationale qui étaient les siens en 2002.

Après mes rencontres avec le ministre de l'Intérieur et le Procureur de la République, j'effectuerai dans les prochains jours un temps de patrouille avec la brigade anti-criminalité (BAC). J'écouterai ces agents engagés, nuit et jour, pour garantir notre sécurité.

Je continuerai à rencontrer, à agir en matière de sécurité afin de représenter ma circonscription, ma commune, car Grenoble ne ressemble plus à la ville de mon enfance.

Et puisque le Maire est en campagne, tout comme son adjointe à la sécurité, il faut bien que quelqu'un porte les sujets qui préoccupent les grenoblois !